



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving Public Works and Government**  
**Services Canada/Réception des soumissions**  
**Travaux publics et Services gouvernementaux**  
**Canada**  
**Pacific Region**  
**401 - 1230 Government Street**  
**Victoria, B.C.**  
**V8W 3X4**  
**Bid Fax: (250) 363-3344**

## **SOLICITATION AMENDMENT**

## **MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Public Works and Government Services Canada -  
Pacific Region  
401 - 1230 Government Street  
Victoria, B. C.  
V8W 3X4

<b>Title - Sujet</b> Entretien préventif sous-marin	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W2B03-160090/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 011
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W2B03-160090	<b>Date</b> 2016-04-19
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$XLV-242-6901	
<b>File No. - N° de dossier</b> XLV-5-38086 (242)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-04-29</b>	
<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes	
<b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Szczesniak, Michal	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> xlv242
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (250) 363-8312 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **MODIFICATION 011 À L'INVITATION À SOUMISSIONNER W2B03-160090/A**

La présente modification apporte des révisions à la demande de soumissions et, ainsi, doit être prise en compte par les fournisseurs dans leurs réponses.

### **Révision 12:**

Dans la modification 010 apportée à l'invitation à soumissionner W2B03-160090/A,

Supprimer :

#### **« Question 3 :**

Puisque la stratégie d'approvisionnement concernant ce marché sera limitée aux fournisseurs de la région d'origine (Ouest canadien) conformément à la Politique sur l'approvisionnement en matière de construction navale du Canada, qui peut présenter une soumission en réponse à la présente demande de soumissions?

#### **Réponse révisée à la question 3 :**

Quiconque peut proposer une réponse à la demande de soumissions. Toutefois, pour être retenu aux fins d'une évaluation plus approfondie dans le cadre de la présente invitation à soumissionner seulement, le soumissionnaire (et l'entrepreneur retenu) doit être :

- (a) un chantier naval canadien situé dans l'Ouest canadien ; ou
- (b) une installation de radoub canadienne situé dans l'Ouest canadien; ou
- (c) une entreprise canadienne proposant de confier les travaux sur le navire à un chantier naval sous-traitant canadien situé dans l'Ouest canadien ; ou
- (d) une entreprise canadienne proposant de confier les travaux sur le navire à une installation de radoub canadienne sous-traitante. »; et

Insérer :

#### **« Question 3 :**

Puisque la stratégie d'approvisionnement concernant ce marché sera limitée aux fournisseurs de la région d'origine (Ouest canadien) conformément à la Politique sur l'approvisionnement en matière de construction navale du Canada, qui peut présenter une soumission en réponse à la présente demande de soumissions?

#### **Réponse révisée à la question 3 :**

Quiconque peut proposer une réponse à la demande de soumissions. Toutefois, pour être retenu aux fins d'une évaluation plus approfondie dans le cadre de la présente invitation à soumissionner seulement, le soumissionnaire (et l'entrepreneur retenu) doit être :

- (a) un chantier naval canadien situé dans l'Ouest canadien ; ou
- (b) une installation de radoub canadienne situé dans l'Ouest canadien; ou
- (c) une entreprise canadienne proposant de confier les travaux sur le navire à un chantier naval sous-traitant canadien situé dans l'Ouest canadien ; ou
- (d) une entreprise canadienne proposant de confier les travaux sur le navire à une installation de radoub canadienne sous-traitante.

Aux fins de la demande de soumissions uniquement, une installation de radoub canadienne est définie comme étant une entité commerciale dont les activités principales visent la réparation de navires et qui a la capacité et les connaissances nécessaires pour exécuter les travaux présentés à l'annexe A de la demande de soumissions.

Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux exigences en fournissant en quantité suffisante des renseignements décrivant de manière exhaustive et détaillée comment le besoin est comblé. »

### Révision 13:

Dans l'article 3.1 de la partie 3 (Instructions pour la préparation des soumissions),

Supprimer :

#### « Information substantielle

Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant de l'information substantielle complète et détaillée qui décrit la façon dont l'exigence est respectée et traitée. Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission technique, un document indiquant clairement à quel endroit se trouve l'information substantielle pour chacune des sections ci-dessous :

- Article 3 (Critères d'évaluation techniques obligatoires) de l'annexe J (Critères d'évaluation techniques). »; et

Insérer :

#### « Information substantielle

Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant de l'information substantielle complète et détaillée qui décrit la façon dont l'exigence est respectée et traitée. Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission technique, un document indiquant clairement à quel endroit se trouve l'information substantielle pour chacune des sections ci-dessous :

- (a) Article 4.1 (Stratégie d'approvisionnement) de la partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection) – comme précisé dans la modification 011; et
- (b) Article 3 (Critères d'évaluation techniques obligatoires) de l'annexe J (Critères d'évaluation techniques). »;

### Révision 14:

Dans l'annexe H (Exigences en matière d'assurance),

Supprimer :

#### « B. Assurance responsabilité des réparateurs de navires

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de réparateurs de navires d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité des réparateurs de navires doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Ministère de la défense nationale et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu importe la cause.

- c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux. »; et

Insérer :

**« B. Assurance responsabilité des réparateurs de navires**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de réparateurs de navires d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité des réparateurs de navires doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Ministère de la défense nationale et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu importe la cause.
  - c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux. ».

**TOUTES LES AUTRES INSTRUCTIONS, MODALITÉS ET CONDITIONS RESTENT INCHANGÉES.**